



Contre l'extrême droite, la solidarité du monde du travail

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casseroles.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité.

Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives.

Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

C'est zéro pour la direction !

L'offre de service n'est toujours pas à 100% ni sur les bus, ni sur les métros et pas non plus sur les RER. Au détriment des travailleurs qui utilisent ces transports au quotidien !

Mais, au lieu d'embaucher pour pallier cette situation, la direction cherche à nous en faire subir les conséquences. Et celles-ci sont bien concrètes : augmentation des cadences à la maintenance, allongement du temps de travail et multiplication des services en deux fois pour les conducteurs. Péresse et Castex s'entendent très bien pour rendre responsables les travailleurs de tous les maux, c'est pourtant de leurs décisions que le reste découle... ou coule.

Régie spectaculaire

La semaine dernière, un bus RATP a pris feu au niveau de la porte de Clignancourt. C'était un bus hybride de la marque MAN, preuve qu'il n'y a pas que les Bluebus de Bolloré qui s'enflamment ! Le patron Castex commente à la suite de l'incident : « *je ne mettrai en service le matériel que quand j'aurai les garanties que les conditions de sécurité sont absolument réunies* ». Ces génies de la direction n'auraient pas pu y penser avant ? En attendant, c'est nous qui, sur le terrain, devons gérer les dégâts occasionnés par leur matériel défectueux. Ça pourrait bien créer d'autres étincelles !

Nous ne sommes pas les cobayes de la direction !

Dans les dépôts de bus de Massy et Montrouge, la direction tente une « expérimentation » : celle-ci consiste, au prétexte de réduire les services en deux fois, à augmenter le temps de conduite au-delà même des règles qu'elle avait elle-même mises en place et à nous faire des services multilignes. Les collègues ont répondu par un appel à la grève depuis le 9 mai. La direction tente de faire passer des attaques dépôt par dépôt : face à ses expérimentations, répondons avec notre expérience de mobilisation collective !

Contre un nouveau plan social dans le fret ferroviaire

La Commission européenne reproche au groupe SNCF d'avoir épongé 5 milliards d'euros de dettes de sa filiale Fret SNCF et de l'avoir ainsi favorisée par rapport aux autres entreprises, le secteur du transport ferroviaire de marchandises étant ouvert à la concurrence depuis 2006. Elle somme la direction du groupe SNCF d'organiser « la discontinuité », terme juridique barbare dont les dirigeants du fret annoncent la traduction concrète : la suppression de 25 % des postes et des attaques sur la réglementation du travail.

Pour saboter le fret ferroviaire et se débarrasser d'une activité peu rentable en lui préférant le transport par camions, les pouvoirs publics et la

SNCF n'ont pas attendu l'appui d'autres qu'eux-mêmes et de la loi du profit : ils s'en chargent très bien depuis 30 ans ! D'où que viennent les mauvais coups, les cheminots et cheminotes du fret et d'ailleurs ne pourront compter que sur leur mobilisation pour s'y opposer.

Deux ans de plus pour les profits du patronat : c'est toujours non !

Les directions des cinq confédérations syndicales « représentatives » ont finalement toutes accepté de rencontrer la Première ministre cette semaine. Pour rappeler leur refus de la réforme des retraites, assurent-elles. Pensent-elles parler plus fort chacune à leur tour que les millions de travailleurs et de jeunes mobilisés depuis des mois ? Quelles propositions attendent-elles sur les salaires, les conditions de travail ou la démocratie en entreprise de la part d'un gouvernement qui multiplie les cadeaux au grand patronat et les attaques contre les droits sociaux et contre les plus pauvres, avec un supplément d'arrogance et de mépris ?

Les salons feutrés où se déroule ce prétendu « dialogue social » n'ont jamais été un terrain favorable pour les travailleurs. Pour faire reculer Macron et son monde, lui faire remballer sa réforme des retraites et imposer l'augmentation réelle des salaires ou des embauches pour partager le travail entre tous et toutes, pas de raccourci : nous ne pourrions compter que sur nos luttes, nos grèves, les manifestations et autres casserolades, en mettant toutes nos forces dans la bagarre.

Ici ou là, certains ont décidé de « ne pas attendre le 6 juin » et continuent les actions contre la réforme des retraites, ou se mobilisent pour leurs salaires et leurs conditions de travail, comme à Vertbaudet (Marquette-lez-Lille) ou à Tisséo (Toulouse). Ils ont raison : pas question de nous faire dicter le calendrier de notre colère.

Nouveau journal : Révolutionnaires !

Nous publions un nouveau journal du Nouveau Parti Anticapitaliste, pour se faire, entre autres, le relais de la mobilisation qui dure depuis plus de trois mois. Pour en finir avec Macron et les patrons, non pas avec les méthodes de la gauche parlementaire, ni avec les promesses fielleuses de l'extrême droite mais avec les méthodes du monde du travail : les grèves et les manifestations !



Retrouvez notre numéro auprès de tous nos militants !

<https://nouveauantiparticaliste.fr> @NPA_NouvParAnti @npanouveaupartianticaliste

Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues !

Pour suivre plus d'actu et prendre contact utilise le QR Code ou la page Facebook : NPA – L'étincelle RATP